



Dossier de presse

Travaux Publics 2010 : Entre inquiétudes et incertitudes

Jeudi 17 décembre 2009

La Fédération Nationale des Travaux Publics regroupe, par l'intermédiaire de ses 20 Fédérations Régionales et de ses 18 Syndicats de Spécialités, 8000 entreprises exerçant une activité de Travaux Publics et représente 300.000 salariés. Elle suscite les conditions du développement du marché des Travaux Publics, informe les entreprises sur les conditions d'exercice de leur activité et répond à leurs demandes. Pour en savoir plus : www.fntp.fr - www.metiers-tp.com

Contact presse :

Jean-Christophe Goux-Reverchon – Tél. 01.44.13.31.15 / 06.45.84.45.69 – E-mail : gouxreverchonjc@fntp.fr



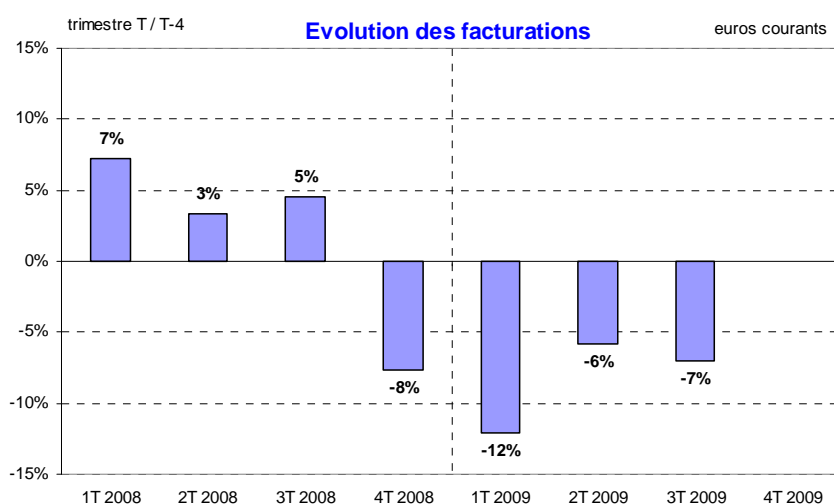
LE PLAN DE RELANCE N'EVITE PAS UNE NOUVELLE ANNEE DE BAISSÉ D'ACTIVITÉ EN 2009

■ Une année 2009 en net recul

Les Travaux Publics enregistrent un fort repli d'activité au cours des trois premiers trimestres de l'année 2009. Malgré les mesures de relance prises par le gouvernement, les résultats au cours de l'été sont plutôt décevants, l'activité ne marquant pas de réelle amélioration.

Sur l'ensemble de l'année, **les projections permettent d'anticiper un recul de 6% à 7% en euros courants** du chiffre d'affaires, masquant d'importantes disparités régionales et par métiers.

↳ Facturations dans les Travaux Publics :



Sur les 9 premiers mois de l'année 2009, les facturations diminuent de 8,2% par rapport à la même période de l'année précédente.

Les données provisoires du mois d'octobre portent cette baisse à -7,9% en euros courants.

Source : FNTP

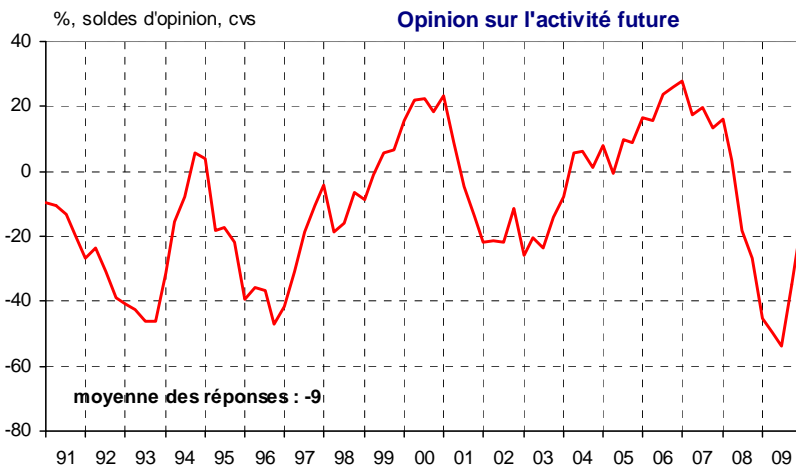
■ Des signaux d'amélioration pour la fin d'année

Plusieurs indicateurs semblent indiquer que le point bas du cycle a été atteint :

- **l'opinion des entrepreneurs** (fin octobre) sur leurs perspectives d'activité à court terme a nettement rebondi, et fait nouveau, l'amélioration constatée concerne à la fois la clientèle des collectivités locales et celle du privé ;
- **les entrées de commandes** se sont raffermies depuis août 2009, corroborant la remontée du nombre de lots de Travaux Publics dans les appels d'offres de marchés publics. (1).

1) Sur les 11 premiers mois de l'année, le nombre de lots de Travaux Publics dans les appels d'offres de marchés publics est en hausse de 6% comparé à la même période de l'année précédente mais avec un repli sur les trois derniers mois (Source : Vecteur Plus)

Opinion des entrepreneurs sur leurs perspectives d'activité :

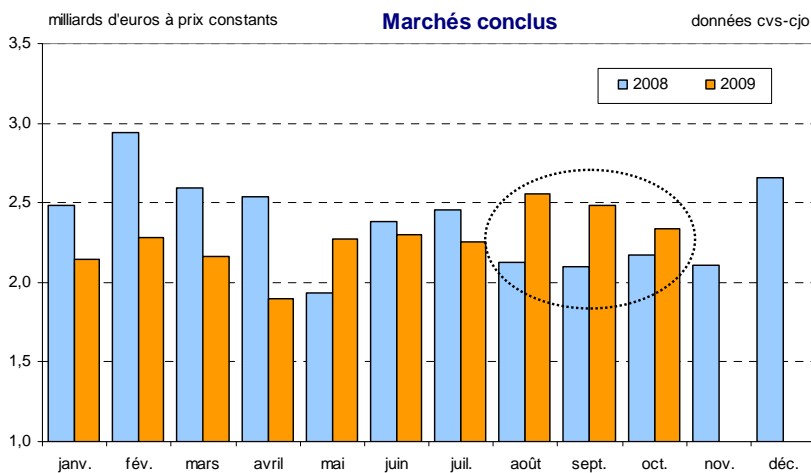


Source : INSEE

L'opinion des entrepreneurs de Travaux Publics sur leurs perspectives d'activité au 4^{ème} trimestre 2009 s'est nettement redressée.

Elle retrouve son niveau de mi-2008 et du début du précédent cycle électoral municipal en 2002.

Marchés conclus :



Source : INSEE

Entre août et octobre, les marchés conclus ont progressé de 15% par rapport à la même période de l'année précédente. Cependant, on constate une baisse des marchés conclus depuis le rebond d'août.

Des entreprises fragilisées

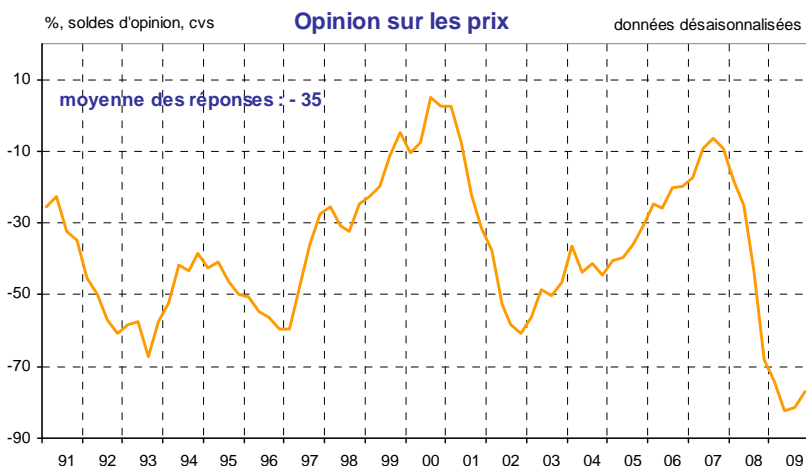
Dans un contexte conjoncturel difficile, **les Travaux Publics sont affectés par la baisse des prix et une activité atone** : les effets qui ne manqueront pas de suivre seront **les difficultés de trésorerie et les tensions sur l'emploi**.

On constate que les Travaux Publics se caractérisent par des prix anormalement bas. Les réponses des entrepreneurs aux enquêtes d'opinion indiquent qu'une telle situation n'avait pas été connue même lors de la crise du secteur du milieu des années 90. Cette concurrence exacerbée sur les prix est en partie amplifiée par les déviations constatées dans les modalités d'attribution des MAPA²

² Marchés passés en procédures adaptées

conduisant parfois à attribuer les marchés après des négociations répétées à la baisse, pouvant s'apparenter à la méthode des enchères inversées, pourtant interdite pour les marchés de travaux.

↳ **Opinion sur les prix des marchés**



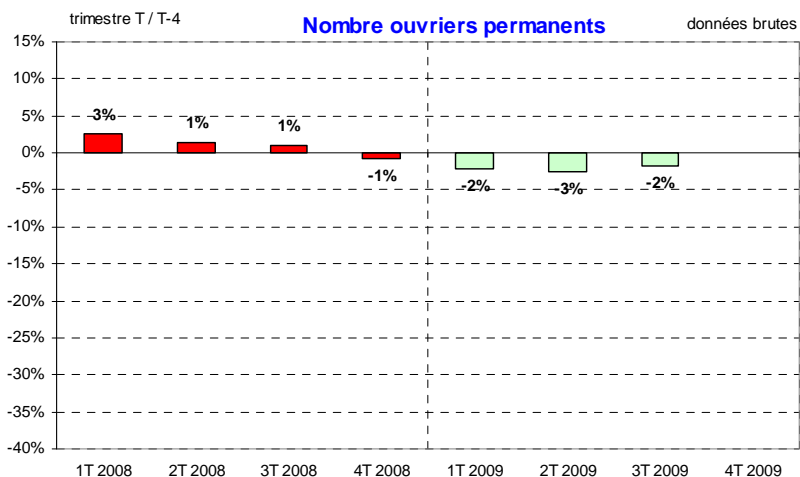
Au cours de l'été, l'opinion sur les prix a cessé de se dégrader.

A fin octobre, il se situait encore à un niveau très bas comparé au passé.

Source : FNTF

Cela pèse naturellement sur la trésorerie et l'emploi. Jusqu'alors, l'emploi permanent s'est globalement maintenu, l'ajustement ayant été réalisé sur le travail intérimaire. Sur un marché très concurrentiel, manquant de visibilité, et avec des trésoreries fragilisées, **la question de l'ajustement des « effectifs » au niveau d'activité** est de plus en plus prégnante. Elle l'est d'autant plus qu'après plusieurs années de forte croissance, les effectifs permanents des entreprises ont fortement progressé. Jusqu'à présent, c'est l'emploi intérimaire qui a amorti la baisse d'activité mais il est clair que **le maintien des effectifs permanents ne pourra se réaliser sans reprise de l'activité en 2010.**

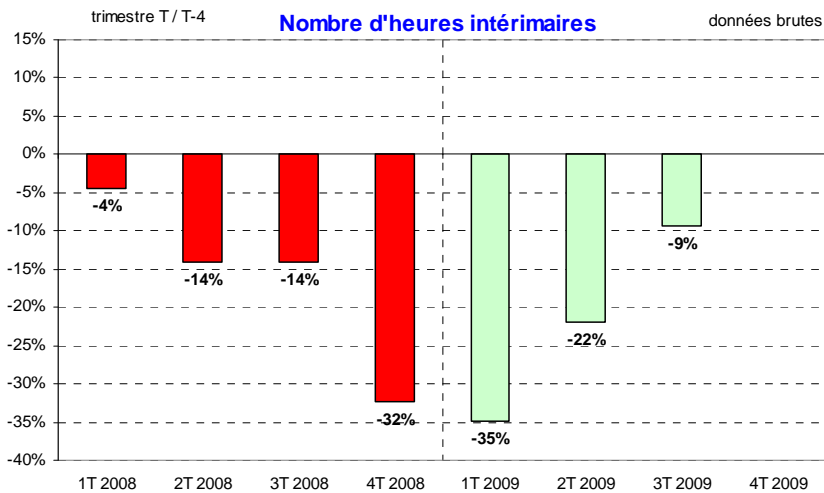
↳ **Effectifs permanents :**



Sur les 9 premiers mois de l'année 2009, les effectifs ouvriers permanents ont reculé de 2%.

Source : FNTF

↳ Nombre d'heures intérimaires :



Sur les 9 premiers mois de l'année 2009, le nombre d'heures effectuées par des intérimaires a diminué de 21%.

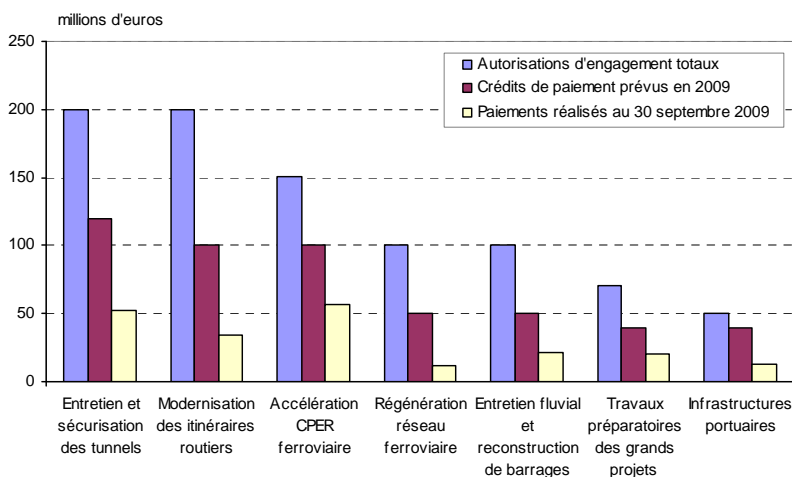
Source : FNTP

■ Une relance de l'économie qui a joué un rôle d'amortisseur mais de façon hétérogène

Les effets du plan de relance ont permis d'amortir la crise mais de façon hétérogène selon les régions. Surtout, la traduction concrète des effets se fait réellement sentir que depuis août 2009.

La relance de l'Etat dans le domaine des infrastructures de transport (920 M€) s'avère positive **avec une accélération du lancement des opérations au cours de l'été 2009**. A fin septembre, les paiements effectués s'élèvent à 209 millions d'euros contre 46 millions d'euros à fin juin 2009. En outre à cette même date, 545 millions d'euros ont été engagés pour le volet infrastructures de transport, soit un taux d'engagement des opérations de 63% contre à peine 20% à fin juin 2009. Ceci laisse envisager une montée en puissance des effets de la relance sur la fin d'année 2009 et le début 2010.

↳ Engagement et exécution du plan de relance « Infrastructures de transport »



Pour l'ensemble des différents volets du plan de relance infrastructures de transports, près de 500 millions d'euros de paiement sont prévus pour l'année 2009.

Source : Rapport au parlement sur la mise en œuvre du plan de relance de l'économie, troisième trimestre 2009

Pour la seconde année consécutive, l'investissement des collectivités locales a reculé : -2,7% selon la dernière note de Dexia Crédit Local. **La mesure de remboursement anticipé du FCTVA a cependant permis d'amortir la baisse prévue des dépenses d'investissement.** Le versement anticipé du FCTVA aux collectivités locales s'élèvent à plus de 3,8 milliards d'euros contre 2,5 milliards estimés initialement.

■ Un secteur privé toujours atone

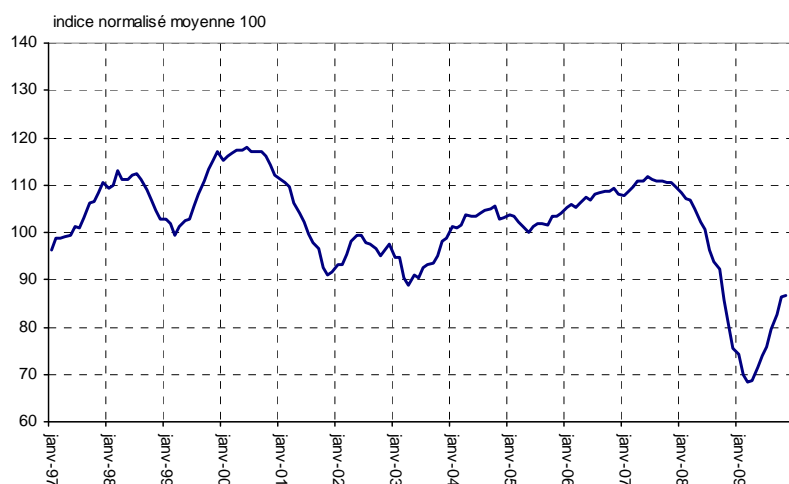
La commande privée dans son ensemble adressée aux entreprises de Travaux Publics demeure déprimée sur l'ensemble de l'année 2009. La chute historique du taux d'utilisation des capacités de production a stoppé net de très nombreux projets d'investissement.

ENTRE INQUIETUDES ET INCERTITUDES POUR L'ANNEE 2010

■ Un environnement macro-économique qui s'améliore

Le contexte macro-économique s'annonce plus favorable pour l'année 2010. L'économie mondiale présente des signes tangibles d'amélioration. Le climat des affaires, encore à un bas niveau s'est nettement redressé dans l'ensemble des secteurs. Cependant, le manque de visibilité, les tensions sur la trésorerie, la situation financière des entreprises, et la faible utilisation des capacités de production ne permettront pas un retour de la croissance de l'investissement privé en 2010. Selon COE-Rexecode, **les prévisions de croissance du PIB seraient proches de 2% en 2010, traduisant plus un rebond d'activité après une chute exagérée qu'une véritable reprise.**

↳ Indicateur de climat des affaires France



L'indicateur du climat des affaires en France calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise s'est nettement redressé depuis avril. Il demeure néanmoins à un bas niveau.

Source : INSEE

■ Quasi-stabilisation de l'activité pour 2010 : -0,5%

Les entreprises de Travaux Publics devraient aborder l'année 2010 dans une situation plus favorable qu'il y a un an. Les carnets de commandes sont mieux garnis : 4,8 mois à fin octobre 2009 contre 4,6 mois à fin octobre 2008. L'opinion des entrepreneurs sur leurs perspectives d'activité se situe à un niveau supérieur à ce qu'il était l'an passé en dépit de fortes disparités régionales et par métiers.

Cependant, l'année 2010 se caractérise par beaucoup d'inquiétudes, d'expectative et un manque de visibilité. Les conditions d'une reprise durable ne sont pas encore réunies, tant pour l'investissement local que privé. Dans ces conditions, **les Travaux Publics pourraient enregistrer une quasi-stabilisation de l'activité en volume (-0,5%).** Le chiffre d'affaires devrait s'établir à plus de 38 milliards d'euros en 2010.

⇒ **Collectivités locales (45% du chiffre d'affaires) : -1,5% en volume**

L'investissement local sera mieux orienté qu'en 2009 mais dans des proportions moindres que celles généralement attendues au cours d'une troisième année de mandat municipal.

L'année 2010 sera pénalisée par le contrecoup du plan de relance, même si les effets se poursuivront une partie de l'année. Ce dernier a en effet avancé un certain nombre d'opérations qui se seraient probablement concrétisées en 2010.

Inversement, l'assouplissement du dispositif FCTVA et la reconduction attendue de la mesure permettra néanmoins d'éviter un contrecoup trop brutal. L'investissement local pourrait également être soutenu par l'enveloppe d'un milliard d'euros de prêts à taux bonifiés mobilisée fin novembre 2009 par les organisations professionnelles du secteur des Travaux Publics et la Banque Dexia³.

Les inquiétudes sur la taxe professionnelle bloquent toutes initiatives des collectivités locales, notamment des Conseils généraux. Certains d'entre eux ont repoussé à fin mars 2010 le vote de leurs budgets primitifs considérant qu'ils manquent d'éléments pour l'établir, avec les incidences que cela peut avoir sur le lancement des projets.

La situation financière de certains départements s'est tendue ces dernières années, liée en partie à la baisse des recettes (droits de mutation) et à la progression des dépenses en particulier dans le domaine social. Dans ce contexte, la réforme de la taxe professionnelle et les projets de refonte territoriale s'avère peu propice pour créer un climat de confiance pour l'investissement.

⇒ **Secteur privé (31% du chiffre d'affaires) : -2,0% en volume**

La commande privée, liée à l'investissement industriel, au bâtiment, à la logistique... restera déprimée une bonne partie de l'année. **Elle se contractera de 2% en volume après une très forte correction en 2009.** Les conditions économiques pour une reprise franche de l'investissement ne seront pas encore réunies.

• ³ C'est un total d'un milliard d'euros à taux bonifiés que Dexia Crédit Local commercialisera pour financer des Travaux Publics, répondant à des objectifs de qualité de l'environnement, de sécurité des usagers, d'amélioration de la mobilité et de l'aménagement du territoire, de développement économique, commandés par les communes ou leurs groupements.

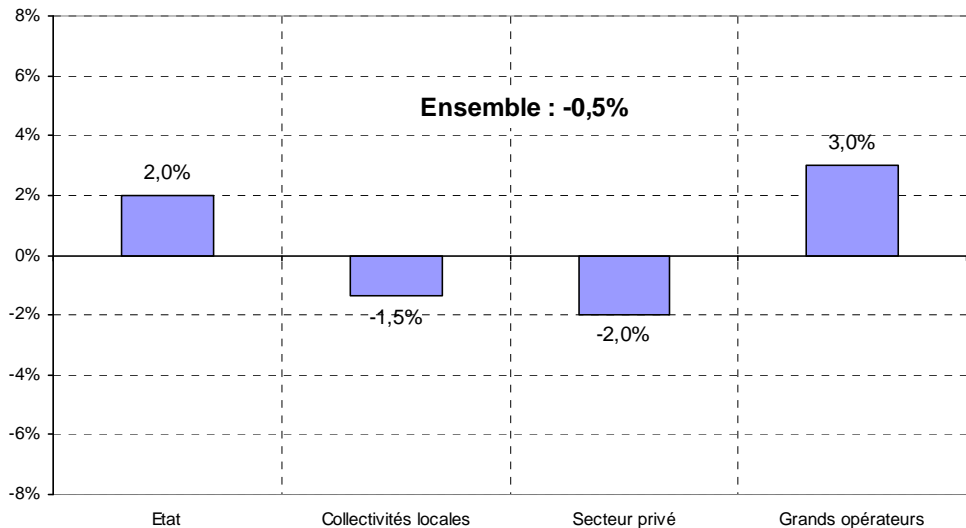
⇒ **Etat (4% du chiffre d'affaires) : +2,0% en volume**

Grands opérateurs (19% du chiffre d'affaires) : +3,0% en volume

L'Etat et les Grands opérateurs (RFF, EDF, Ports..) afficheront une croissance respective de 2% et 3% en volume grâce à la poursuite du plan de relance dans le domaine des infrastructures de transport et de l'énergie (plan de relance des grandes entreprises publiques). La montée en puissance des Plans de Développement et de Modernisation des Itinéraires (PDMI) dans le domaine des routes nationales soutiendra également la commande de l'Etat. Le démarrage des travaux de la LGV Est seconde phase contribuera également à la croissance. Mais en dehors de cette ligne à grande vitesse, les Travaux Publics resteront marqués par un creux dans les grands chantiers d'infrastructures de transport. Les grands projets tels que le Canal Seine-Nord, la LGV Sud-Europe-Atlantique, Bretagne Pays-de-la-Loire ne sont en effet pas prévus avant 2011-2012.

↳ **Prévisions d'activité 2010 par maîtres d'ouvrages**

Ensemble des maîtres d'ouvrages :



Collectivités locales :

